



Politique de protection des données personnelles au sein de CCR

Qui sommes-nous ?

Créée en 1946, la Caisse Centrale de Réassurance (ci-après « CCR ») est une entreprise de réassurance régie par le Code des assurances. Société anonyme de droit privé, son capital d'un montant de 60 000 000 euros est détenu à 100% par l'Etat.

Elle présente la particularité de proposer aux entreprises d'assurance, avec la garantie de l'Etat, des couvertures illimitées pour des branches spécifiques au marché français, notamment les catastrophes naturelles et le terrorisme.

CCR détient deux filiales à prépondérance immobilière.

Elle gère également certains fonds publics pour le compte de l'Etat en qualité de mandataire légal.

Son siège social est situé :

157, boulevard Haussmann
75008 Paris
France
Tél. : 01 44 34 31 00

CCR et la protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de ses activités, CCR collecte des données à caractère personnel¹, soit directement auprès des personnes physiques (les « Personnes Concernées »), soit indirectement par l'intermédiaire de ses clients, partenaires et prestataires, eux-mêmes soumis au RGPD².

Elle agit à ce titre en tant que responsable de traitements dont elle a défini les finalités et les moyens, en application du RGPD.

Les clients de CCR sont notamment les entreprises d'assurance et de réassurance (les « Cédantes »). CCR reçoit des primes de la part de ces Cédantes en contrepartie de quoi elle leur paie une partie de

¹ Au sens de l'article 4.1 du RGPD, on entend par « données à caractère personnel », toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée »); est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale

² Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

leurs sinistres. **Elle n'a donc aucun rapport direct (contractuel, financier ou autre) avec les assurés et tiers victimes dont ces entreprises peuvent lui communiquer certaines données personnelles.**

CCR est très attentive à la protection des données personnelles en raison de l'importance qu'elle porte à la confiance que lui accorde ses salariés et locataires, ses clients, partenaires et prestataires qui sont amenés à lui communiquer ces données.

La présente politique de protection des données personnelles (la « Politique ») décrit nos pratiques globales en matière de respect de la vie privée et des données personnelles, quel que soit le mode de collecte.

Comment CCR traite vos données ?

Vos données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités. Elles sont par ailleurs adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de ces finalités.

CCR accorde en outre une haute importance à la sécurité des données personnelles figurant dans ses traitements et fait ses meilleurs efforts pour assurer des mesures physiques, techniques et organisationnelles de sécurité conformes à l'état de l'art afin de les protéger contre la destruction, la perte, l'altération et la divulgation ou l'accès non autorisé, de manière accidentelle ou illicite. Elles sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

Conformément aux exigences du RGPD, le détail des traitements dans lesquels figurent vos données personnelles est porté dans un registre. Celui-ci n'est pas accessible en dehors des employés de CCR habilités à son maintien.

Les données sont hébergées en quasi-totalité en France, et subsidiairement dans un Etat de l'Union Européenne assurant un niveau de protection adéquat ; ou un Etat-tiers moyennant des garanties appropriées.

Bases juridiques et finalités de traitement

CCR collecte des données personnelles pour différents usages (« finalités »), sur la base des fondements juridiques d'un traitement (fixés à l'article 6 du RGPD).

Domaine	Données traitées	Finalités	Fondement juridique du traitement
Réassurances publiques	Etat civil, identité, données d'identification. Vie professionnelle. Informations d'ordre économique et financier. Information sur les assurés (adresse).	Passation, gestion et exécution des traités de réassurance. Examen, acceptation, contrôle et surveillance du risque. Paieement des sinistres. Analyse de données, élaboration de statistiques et études actuarielles, techniques et scientifiques pour le compte de CCR ou celui de l'Etat. Actions de recherche et développement. Respect de la réglementation applicable (dont la constitution de provisions réglementaires et autres exigences en matière de capital).	Traitements nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public. Traitements nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle CCR est soumise. Traitements nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par CCR, les Cédantes et leurs assurés, et les tiers-victimes.
Gestion de fonds publics	FNGRA : Etat civil, identité, données d'identification. Vie professionnelle. Informations d'ordre économique et financier. FAPDS ; Etat civil, identité, données d'identification. Vie professionnelle. Informations d'ordre économique et financier. Données de santé.	Règlement et suivi de demandes d'indemnisation. Suivi et gestion de recours, réclamations et contentieux.	Traitements nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public. Traitements nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle CCR est soumise. Traitements nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice.
Gestion des données des salariés	Etat-civil, identité, données d'identification. Vie professionnelle. Vie privée. Informations d'ordre économique et financier. Journaux de connexion.	Documentation en vue d'une éventuelle embauche. Conclusion et exécution du contrat de travail jusqu' à son expiration, y compris	Traitements nécessaires à l'exécution d'un contrat auquel le/ la salarié(e) est partie. Traitements nécessaires à

	<p>Potentiellement données sensibles (données de santé nécessaires à la sécurité du salarié ou à l'exercice de sa fonction par exemple)</p>	<p>le paiement des salaires et le remboursement des frais.</p> <p>Gestion de solutions et de programmes de formation</p> <p>Gestion de conférences et d'évènements</p> <p>Respect des règles de transparence et lutte contre la corruption</p> <p>Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et respect des sanctions économiques et financières internationales</p> <p>Gestion des droits d'accès aux bâtiments (badge nonbiométrique sur le lieu de travail)</p> <p>Gestion de la vidéosurveillance</p> <p>Mise à jour des annuaires internes et gestion des courriels</p>	<p>l'exécution d'une obligation légale à laquelle CCR est soumise</p> <p>Intérêt légitime dans l'accompagnement de CCR quant à ses missions de formation et dans la promotion des activités et résultats de CCR auprès des salariés, ainsi que pour la sécurité des biens et des personnes</p>
<p>Gestion locative</p>	<p>Etat civil, Identité, données d'identification.</p> <p>Vie professionnelle.</p> <p>Vie privée.</p> <p>Informations d'ordre économique et financier.</p>	<p>Documentation en vue d'une éventuelle prise à bail.</p> <p>Conclusion et exécution du bail jusqu' à son expiration.</p> <p>Gestion des relations entre CCR et ses locataires.</p> <p>Respect des règles de transparence et lutte contre la corruption</p> <p>Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et respect des sanctions économiques et financières internationales</p>	<p>Traitements nécessaires à l'exécution d'un contrat auquel le/la locataire est partie.</p> <p>Traitements nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle CCR est soumise.</p>
<p>Relations de CCR avec ses prestataires de services / fournisseurs</p>	<p>Etat civil, Identité, données d'identification.</p> <p>Vie professionnelle.</p> <p>N° SIRET employeur</p> <p>Potentiellement données sensibles dans le cadre de l'organisation d'évènements</p>	<p>Gestion des contacts entre CCR et ses interlocuteurs au sein de ses prestataires de service, dans tous les</p>	<p>Traitements nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par CCR, ses prestataires et leurs</p>

<p>Sites extranet</p>	<p>(par exemple données liées à la santé ou aux préférences alimentaires...) N° de badge, entrées et sorties des bâtiments de CCR, accès restreint, date et heure de la visite, Si le prestataire est consultant en régie, sont également collectées les coordonnées professionnelles (nom du département/service, site d'affectation, étage de travail). Données de connexion</p> <p>Etat civil, Identité, données d'identification. Vie professionnelle.</p>	<p>domaines d'activité de CCR. Réalisation des diligences requises et opérations afférentes dans le cadre de la sélection des prestataires Gestion de conférences et d'événements Gestion des fiches fournisseurs pour des besoins de comptabilité Déclaration obligatoire à adresser aux services fiscaux Gestion des temps de travail et remboursement de frais Respect des règles de transparence et lutte contre la corruption Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et respect des sanctions économiques et financières internationales Gestion des droits d'accès aux bâtiments (badge nonbiométrique sur le lieu de travail) Gestion de la vidéosurveillance Mise à disposition des outils et du matériel nécessaire à l'accomplissement des missions des prestataires (y compris la messagerie électronique) Mise à jour des annuaires internes et gestion des courriels Gestion d'espaces informatiques dédiés aux réassurances publiques. Transmission des</p>	<p>interlocuteurs respectifs.</p> <p>Traitements nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public.</p>
------------------------------	---	--	--

			comptes des Cédantes à CCR.	<p>Traitements nécessaires aux fins légitimes poursuivis par CCR, les Cédantes et les autres visiteurs du site.</p> <p>Traitements nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par CCR.</p> <p>Consentement pour les cookies.</p> <p>CCR utilise la plateforme de gestion du consentement Tarteaucitron, conforme aux recommandations de la CNIL, pour recueillir et gérer vos choix relatifs au dépôt des cookies.</p> <p>Pour plus d'informations sur les cookies utilisés et leurs finalités, veuillez consulter notre Politique d'utilisation des cookies.</p>
Site internet	<p>Etat civil, Identité, données d'identification (en cas de communication avec CCR au travers du site – formulaires de réclamation ou question ou inscriptions à un évènement...)</p> <p>Vie professionnelle</p> <p>Cookies dont Adresse IP (et les informations de localisation liées)</p>	<p>Gestion d'un site public sur la gouvernance, la mission et les activités de CCR.</p>		<p>Traitements nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par CCR.</p> <p>Consentement pour les cookies.</p> <p>CCR utilise la plateforme de gestion du consentement Tarteaucitron, conforme aux recommandations de la CNIL, pour recueillir et gérer vos choix relatifs au dépôt des cookies.</p> <p>Pour plus d'informations sur les cookies utilisés et leurs finalités, veuillez consulter notre Politique d'utilisation des cookies.</p>

Les catégories de données traitées dans le cadre de cet espace en ligne incluent notamment :

- des données d'identification (nom, prénom, adresse e-mail professionnelle, organisation),
- des identifiants de connexion et éléments de sécurité (login, mot de passe, informations d'authentification à deux facteurs),
-

Données collectées et finalités

- des données de navigation collectées par l'outil Matomo (lorsqu'il est activé pour les utilisateurs connectés), [Plus d'informations sur la Politique d'utilisation des cookies](#)
- des données techniques liées aux appels API (logs, métadonnées de transactions),
- le cas échéant, des données liées à l'usage des services de portefeuille et de comparatifs de marché.

Dans le cadre de l'utilisation de l'espace client, CCR traite des données personnelles aux fins suivantes :

- la création et la gestion des comptes utilisateurs,
- l'authentification et la sécurisation des accès (notamment par mot de passe et Google Authenticator),
- l'accès aux différents services mis à disposition (gestion de portefeuille, comparatifs de marché, arrêtés, fiches communales, cartes de couches, API),
- le support technique et la gestion des demandes d'assistance,
- la traçabilité et la sécurité des accès (journaux de connexion, suivi des appels API).

Dans le cadre de l'utilisation de l'espace client, CCR peut également traiter vos données pour vous adresser des communications relatives à ses services, incluant des newsletters, des alertes sur de nouveaux services ou fonctionnalités, ainsi que des contenus à caractère informatif ou promotionnel. Ces traitements reposent sur votre consentement, que vous pouvez retirer à tout moment en utilisant les mécanismes de désabonnement prévus dans chaque communication ou en contactant le Délégué à la protection des données.

Le traitement de ces données repose sur les bases légales suivantes :

- l'exécution du contrat conclu avec les utilisateurs et permettant la fourniture des services de l'espace client,
- l'intérêt légitime de CCR à assurer la sécurité des accès et la traçabilité des opérations,
- le consentement de l'utilisateur pour les traceurs et cookies non essentiels.

Les utilisateurs de l'espace sont responsables de la confidentialité de leurs identifiants et de l'utilisation qui en est faite. Ils doivent veiller à ne pas les divulguer et à signaler immédiatement à CCR toute perte, compromission ou usage non autorisé

Quelle est la durée de conservation de vos données personnelles ?

Vos données personnelles sont conservées pour une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ou de toutes autres finalités autorisées.

Par exemple, les journaux de connexion sont conservés pour une durée maximale de 12 mois, conformément aux recommandations de la CNIL. Les comptes inactifs peuvent être supprimés après une période d'inactivité définie par CCR.

La durée de conservation de vos données personnelles est, si applicable, le délai de prescription légale.

En raison de la spécificité du secteur de l'assurance et de la réassurance, CCR est amenée à conserver certaines données personnelles fournies par les Cédantes sur les assurés et tiers victimes, au-delà de la durée du contrat de réassurance augmentée du délai de prescription légale applicable.

De même, CCR est susceptible de conserver plus longtemps vos données, une fois agrégées ou rendues anonymes, lesquelles ne sont alors plus régies par le RGPD.

Quels sont les destinataires de vos données personnelles ?

Dans le cadre des finalités énoncées, la liste des destinataires habilités à connaître vos données personnelles est strictement limitée. Il s'agit des services concernés de CCR et de ses sociétés filiales, et de leurs éventuels prestataires et sous-traitants, ainsi que des conseils de CCR y compris les avocats.

En outre, CCR peut transmettre vos données personnelles à toute juridiction, à tout organisme de régulation ou de contrôle ainsi qu'à toute autorité publique, dans le cas où la transmission de vos données est requise.

Quels sont vos droits sur les données collectées ?

Vous pouvez exercer un certain nombre de droits auprès de CCR, laquelle examinera votre demande et vous répondra dans les délais légaux applicables :

- le droit d'accès (article 15 du RGPD) vous donne l'occasion d'obtenir, auprès de CCR, la communication, sous une forme accessible, des données personnelles vous concernant ainsi que de toute information disponible quant à l'origine de celles-ci.
- le droit d'interrogation (article 15 du RGPD) vous permet d'interroger CCR pour que celle-ci vous fournisse toute information relative à vos données personnelles et à leur traitement.
- le droit de rectification (article 16 du RGPD) vous offre la possibilité d'obtenir la rectification des données personnelles vous concernant, lorsqu'elles sont inexactes.
- le droit à l'effacement (droit à « l'oubli ») (article 17 du RGPD) vous permet d'obtenir l'effacement des données personnelles vous concernant dès lors que :
 - ✓ vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;
 - ✓ vous retirez votre consentement et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement ;
 - ✓ vous vous opposez au traitement et il n'existe pas de motif légitime et impérieux pour le traitement ;
 - ✓ vos données personnelles font l'objet d'un traitement illicite ;
 - ✓ vos données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale.
- le droit d'opposition (article 21 du RGPD) vous donne la possibilité de vous opposer, à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de données personnelles vous concernant dès lors que le traitement est fondé sur votre consentement ou l'intérêt légitime de CCR ou que vos données personnelles sont traitées à des fins de prospection.

- le droit de limitation du traitement (article 18 du RGPD) vous permet d'obtenir de CCR la limitation d'un traitement dès lors que :

- ✓ vous contestez l'exactitude de vos données personnelles, pendant une durée permettant à CCR de vérifier l'exactitude de ces données ;
- ✓ le traitement de vos données personnelles est illicite et vous vous opposez à leur effacement et exigez à la place la limitation de leur utilisation ;
- ✓ CCR n'a plus besoin de vos données personnelles aux fins du traitement mais celles-ci vous sont encore nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- ✓ vous vous opposez au traitement, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivies par CCR prévalent sur votre propre intérêt.

- le droit à la portabilité des données (article 20 du RGPD) vous donne la possibilité de recevoir, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, les données personnelles que vous avez fournies à CCR et le droit de transmettre ces données à un autre responsable de traitement sans que CCR puisse y faire obstacle, lorsque :

- ✓ le traitement est fondé sur votre consentement ou sur un contrat ;
- ✓ le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés.

Lorsque cela est techniquement possible, vous avez le droit d'obtenir que les données soient directement transmises d'un responsable du traitement à un autre.

Contact

CCR a désigné un délégué à la protection des données qui est tenu au secret professionnel et soumis à une obligation de confidentialité dans l'exercice de ses fonctions.

Toute question ou demande liée au traitement de données personnelles par CCR, notamment concernant l'exercice de vos droits, doit être adressée directement au délégué à la protection des données (le « DPO ») de CCR :

Caisse Centrale de Réassurance
A l'attention de Mme Isabelle Mury (DPO)
157 Boulevard Haussmann
75008 PARIS

Afin de protéger la confidentialité de vos données personnelles, une copie d'un titre d'identité valable vous sera demandée pour l'exercice de vos droits. Vous pouvez la faire parvenir au délégué par courrier postal à l'adresse ci-dessus ou par courriel à l'adresse droit.daces@ccr.fr.

CCR pourra être amené à demander des renseignements complémentaires pour nous aider à trouver les données que vous recherchez.

Réclamations

Le cas échéant, vous disposez d'un droit de réclamation auprès de la CNIL si vous considérez, après avoir exercé vos droits auprès de CCR, que ces droits n'ont pas été respectés :

Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 Paris Cedex 07

Divers

La présente Politique est datée du 23 juin 2025 et est accessible à partir de notre site internet et une copie de cette Politique peut être adressée par CCR sur demande.

Les informations contenues dans la présente Politique sont données à titre informatif. Elles peuvent faire l'objet de modifications, de corrections, de mises à jour ou de suppressions partielles ou totales à tout moment et sans préavis de la part de CCR.